

Les marchés publics en question

Dépasser le cadre sectoriel traditionnel

Les architectes du monde auraient-ils oublié d'étudier la fonctionnalité de leurs ouvrages? Les marchés publics peuvent-ils nous sortir de l'impasse proposée par une économie monétaire de production et d'échanges et d'une économie financière?

Nous constatons que les ascenseurs sociaux sont en nombre insuffisant, que les cages d'escalier sont encombrées, alors que les gratte-ciels sont toujours plus hauts, toujours plus technologiques et de moins en moins humains!

Le politique a-t-il encore un droit de regard sur ces concepts

Le 5 juillet

6^e journée
d'études RTES

Entre les logiques économiques de marché et les logiques d'économie administrée, l'économie sociale et solidaire est une force dynamique porteuse d'une culture et d'une pratique originales de l'action économique, fondée sur la volonté de concilier viabilité économique avec les valeurs d'utilité collective, de plus-value sociale, d'initiative démocratique et citoyenne. Malheureusement les autorités publiques riches réduisent parfois à être simplement des outils d'une politique publique assimilable à du traitement social du chômage.

Les enjeux de cette rencontre sont, en regards croisés entre acteurs de ce champ et collectivités locales et territoriales, de discuter du poids économique des entreprises d'insertion, des possibilités de faire évoluer les marchés publics et des capacités d'innovation de l'ES.

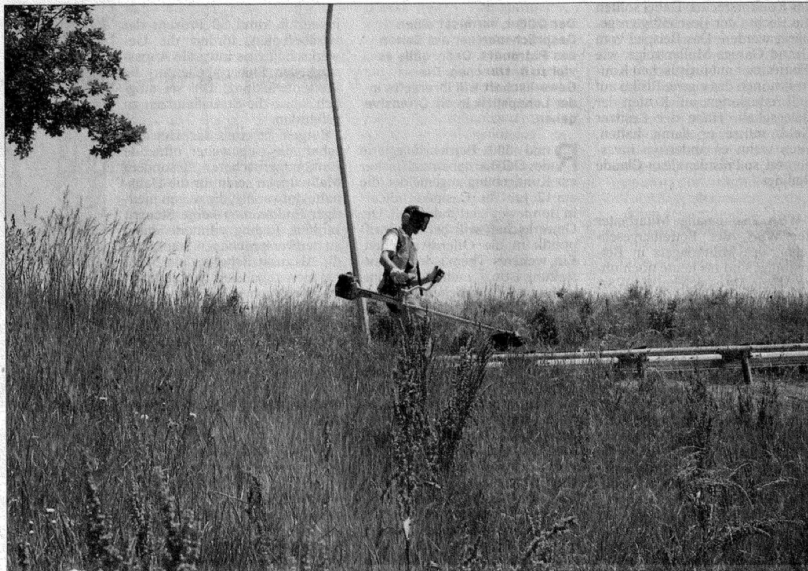
→ 6^e journée d'études RTES, Plaine-St-Denis en région parisienne. Insertion par l'Activité économique & Economie sociale et solidaire Programme complet dans la lettre n°7 du «Réseau des territoires pour l'Economie solidaire» (RTES) www.rtes.fr

prônés par l'individualisme dans une économie de marché où la démocratie est permise tant que les contrôles exercés par le grand capital échappent aux délibérations et aux changements voulus par le peuple.

Que les exclus d'aujourd'hui et de demain lèvent la tête, que les élus momentanés du système néolibéral ouvrent les yeux et retrouvent la bonne hauteur et enfin, qu'ensemble il nous soit permis de conceptualiser une économie plus solidaire. Ne nous contentons pas d'être des consommateurs mais redeviendons des acteurs où les valeurs de l'échange pourrions également se calculer sur des valeurs morales et éthiques, où les indicateurs de richesses permettront de mesurer un progrès post-moderniste dépassant l'approche financière classique.

Une politique économique répond prioritairement à des résultats quantitatifs; le sectoriel est la formule magique incontournable. Dans nos sociétés post-industrielles où les services relationnels deviennent de plus en plus importants, il nous faut redécouvrir les inter-actions créatrices de richesses et être en mesure de les évaluer. Ce constat, nous demande d'innover en proposant des alternatives aux marchés dont „l'objet” est toujours défini sectoriellement et construit sur le concept de la subdivision scientifique du travail.

Nous militons pour une économie politique qui répond aux besoins universels et se veut garante de la cohésion sociale. Cette vision de l'économie s'appuie sur des règles légiférées par voie démocratique pour accompagner la



L'OPE a su remporter le marché pour les travaux d'entretien autoroutiers. Les entreprises de l'économie solidaire sont plus compétitives que les entreprises du secteur privé grâce à une approche du développement durable.

société civile et guide ses actions dans le respect d'un concept proche du développement durable.

La législation en vigueur sur les marchés publics au Luxembourg a été conçue pour répondre à une politique économique basée sur une évaluation quantitative où l'adjudication des marchés se fait sur base du moins disant (offre de prix la plus basse).

Des modèles existent

Mais cette législation permet également de répondre à une économie politique basée sur une évaluation qualitative et dans ce cas l'adjudication s'opère sur base du mieux disant (offre économiquement la plus avantageuse).

Dans le cadre d'un dialogue compétitif, les entreprises de l'économie solidaire proposent aux pouvoirs adjudicateurs la recherche d'initiatives et la mise en œuvre d'activités qui répondent au

plus près aux besoins non satisfaits ni par le secteur public ni par le secteur privé par une démarche transversale qui dépasse le cadre sectoriel traditionnel. Ces entreprises se situent au croisement des chemins entre le secteur privé concurrentiel dont l'objectif est le profit et le secteur public conventionné dont l'objectif est de réduire le nombre de laissés pour comptes.

Les marchés qui en résultent élargissent leur objet, sont étroitement liés au concept de développement durable et sous-tendent des méthodes d'évaluation particulières.

Des modèles existent, des études et des recherches s'organisent, des activités basées sur ces initiatives se réalisent au Luxembourg et (surtout) ailleurs.

Le ministère des Travaux publics a innové en lançant en avril 2007 un appel d'offre dont objet élargi était: travaux d'entretiens autoroutiers dans le cadre du développement durable et de la réinsertion sociale.

Le réseau Objectif Plein Emploi (OPE) a répondu et remporté ces marchés en ayant été mis en concurrence avec les entreprises privées à but lucratif.

Les défis pour l'avenir proche seront de rassurer le pouvoir politique, de lui donner la confiance dans nos entreprises d'économie solidaire pour que la législation en vigueur soit largement utilisée! Définir non seulement des critères de sélection, mais aussi des critères d'adjudication où le prix ne sera plus la seule composante du choix d'un adjudicataire... où l'ensemble des principes de développement durable directement liés à l'objet du marché pourra être mis en évidence et évalué dès la passation du marché.

C'est un choix, c'est du courage politique et du professionnalisme des entreprises dont nous avons besoin aujourd'hui pour défendre nos valeurs locales, nationale et pour construire une Europe politique où le patrimoine culturel sera défendu et promu pour le progrès de nos sociétés.

Des exemples à travers le réseau des territoires de l'économie solidaire en France

Transformer les marchés publics en outils du développement durable

Eric Lavillunière

Les marchés publics représentent 14% du PIB de l'Union européenne, soit un milliard d'euros. Dans de nombreuses collectivités territoriales, grandes ou petites, des équipes éduquées s'efforcent de faire passer leurs engagements et valeurs dans le concret de leurs actions.

Agir sur les marchés publics, pour en faire des outils vertueux contribuant au développement durable, au commerce éthique et solidaire et à l'insertion n'est pas simple à mettre en œuvre. Pour dépasser une application cosmétique, ou des impasses judiciaires, il faut à cette démarche de transformation, en plus des bon-

nes intentions, de la technicité car la matière est juridique, de la créativité et de la ténacité, car les enjeux sont conséquents et les routines tenaces. Mais de nombreux exemples nous montrent qu'il est possible d'innover si l'on s'en donne les moyens. Des exemples à travers le réseau des territoires de l'économie solidaire (RTES) en France nous le montrent.

La ville de Saint-Denis s'est engagée dans un programme d'intégration des préoccupations environnementales et solidaires dans les marchés publics. Il s'inscrit dans une démarche de verdissement de l'administration qui s'est traduite par la mise en place d'un module de formation pour les acheteurs publics. Il s'agit de passer d'un „habillage éthique” des cahiers des charges, à une vé-

ritable analyse des critères environnementaux et solidaires. Premiers effets: l'achat de papier recyclé, le tri sélectif des déchets de bureau et la collecte du papier par les employés d'un Centre d'aide par le travail. Les prestations traitées, à base de produits issus de l'agriculture biologique et solidaire, sont assurées par une coopérative.

Emploi - Grands chantiers

A Lille, la réflexion sur les marchés s'est déroulée entre l'ensemble des quatre élus concernés (insertion, agenda 21, international et économie solidaire) avec l'appui de la présidente de la commission d'appel d'offres afin de

mener une politique concertée et articulée à l'égard de l'ensemble des champs d'application des clauses retenues.

Champigny/Seine, commune du sud de la banlieue parisienne, a signé, pour sa part, l'appel „500 villes s'engagent pour le commerce équitable” qui l'engage à favoriser la consommation de produits issus de cette filière et à mettre en œuvre des actions de sensibilisation et d'information auprès des employés communaux et des citoyens.

L'agglomération grenobloise a mis en œuvre une clause de „mieux-disant” social appelée ici clause „Emploi - Grands chantiers” permettant d'embaucher des personnes éloignées du marché du travail.

On remarque que le principal frein à l'engagement est la peur

de sortir des bases légales (avec des conseillers juridiques qui ont souvent des représentations faussées de ce que l'on peut et ne peut pas faire). C'est pour cela que les promoteurs de ces nouvelles formes de marchés publics organisent des formations sur les clauses éthiques, sociales et environnementales avec un grand succès. Elles accueillent élus, techniciens, et s'ouvrent aux entreprises pour que ces dernières intègrent bien les éléments demandés dans leur réponse pour éviter que des appels vertueux restent infructueux par défaut de réponses adéquates.

→ Eric Lavillunière est chargé de direction l'Institut européen de l'économie solidaire (INEES)